

Arrêté préfectoral portant mise en demeure de la société BOUYER LEROUX de respecter certaines prescriptions opposables relatives aux émissions atmosphériques du site exploité 35 route d'Auch à Colomiers (31170)

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ; R. 512-47, R. 512-58 et R. 224-35 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009 autorisant la société IMERYS TC à exploiter diverses installations 35 route d'Auch à Colomiers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 2018 portant changement du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter une briqueterie et diverses installations sur la commune de Colomiers au profit de la société BOUYER LEROUX ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mai 2023 relatif à la visite d'inspection du 16 mai 2023 de l'installation exploitée par la société BOUYER LEROUX située 35 route d'Auch à Colomiers ;

Considérant que lors de cette visite, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- non respect récurrent des valeurs limites en concentration de divers polluants des émissions atmosphériques du four du site (dont le formaldéhyde, composé organique volatil cancérogène et mutagène) ;
- absence de plan d'action pour apporter les corrections nécessaires suite aux dépassements des valeurs cibles en COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) des émissions atmosphériques du four du site ;
- absence de transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques des installations du site à l'inspection des installations classées ;
- absence de déclaration, au registre national des émissions polluantes, des émissions de COVNM ;
- absence de réalisation du contrôle d'efficacité énergétique de la chaudière ;

Considérant que la commune de Colomiers est incluse dans le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine ;

Considérant, en conséquence, que le fonctionnement des installations est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en l'absence d'analyse par l'exploitant des causes des dépassements de valeurs limites, un délai de 3 mois est proposé à ce stade pour démontrer le retour à la conformité sur les faits cités supra ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société BOUYER LEROUX de respecter les prescriptions des arrêtés qui lui sont opposables afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mai 2023 susvisé a été porté à la connaissance de la société BOUYER LEROUX par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 7 juin 2023, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société BOUYER LEROUX n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société BOUYER LEROUX exploitant une briqueterie sise 35 rue d'Auch sur la commune de Colomiers est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Valeurs limites en concentration (en mg/Nm³) dans les rejets atmosphériques du four :
 - 500 pour le monoxyde de carbone (CO) [article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009] ;
 - 50 pour les COVNM [article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009] ;
 - 2 pour le formaldéhyde [article 27. 7 -c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998] ;
- Réalisation d'un plan d'action pour apporter les corrections nécessaires suite aux dépassements des valeurs cibles en COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) des émissions atmosphériques du four du site [article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009] ;
- Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques des installations à l'inspection des installations classées [article 9.1.1. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009] ;
- Déclaration, au registre national des émissions polluantes, des émissions de COVNM, dès que le seuil associé est atteint [article 4. de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008] ;
- Réalisation du contrôle d'efficacité énergétique de la chaudière [article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2018].

Art. 2. : À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société BOUYER LEROUX.

Fait à Toulouse, le

3 JUL. 2023

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT